

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MAITRE DE L'OUVRAGE

MINISTERE DES ARMEES

CONDUCTEUR D'OPERATION

**ETABLISSEMENT DU SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE
BREST (ESID DE BREST)**

Objet du marché

Base aéronavale de Landivisiau
Indice de Qualité Ecologique

Liste des abréviations

AAPC	Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
CCAG FCS	Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et services
CCAG PI	Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations Intellectuelles
CCAG TX	Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
CCAG MI	Cahier des Clauses Administratives Générales Marchés Publics industriels
CCAG TIC	Cahier des Clauses Administratives Générales Techniques de l'Information et de la Communication
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
DMPD	Décret n° 2016-361 du 25.03.2016 Marchés Publics Défense Sécurité
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
STB	Spécification Technique du Besoin (pour les marchés MI)
CPV	Common Procurement Vocabulary : vocabulaire commun pour les marchés publics
DE	Détail Estimatif
DPF	Décomposition des Prix forfaitaires
EPF	État des Prix Forfaitaires
ESID	Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense
JOUE	Journal Officiel de l'Union Européenne
PLACE	PLate-forme des AChats de l'État
USID	Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense

1.	DESCRIPTION DE LA CONSULTATION	4
1.1.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2.	OBJET DU PRESENT REGLEMENT DE LA CONSULTATION	4
1.3.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1.	CATEGORIE DE MARCHE.....	4
2.2.	ALLOTISSEMENT	4
2.3.	CODE CPV	4
2.4.	FORME DU MARCHE.....	4
2.5.	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES.....	4
2.6.	PRIME.....	5
2.7.	PROTECTION DU SECRET.....	5
2.8.	DUREE/DELAJ D'EXECUTION DU MARCHE	5
2.9.	CONDITIONS CONTRACTUELLES	5
2.10.	CCAG APPLICABLE.....	5
2.11.	GROUPEMENT D'ENTREPRISES (COTRAITANCE).....	5
2.12.	VISITE DES LIEUX	5
2.13.	ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE	5
2.14.	ACTION D'INSERTION PAR LA FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DES JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE.....	6
2.15.	CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE (CEE)	6
3.	MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
3.1.	APPRECIATION DES OFFRES	6
3.1.1.	<i>Critères de sélection des offres - Pondération</i>	<i>6</i>
3.1.2.	<i>Méthodologie d'attribution des notes</i>	<i>6</i>
3.2.	RECTIFICATION DE LA DECOMPOSITION DE PRIX.....	7
3.3.	ATTRIBUTION DU MARCHE	7
4.	CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES OFFRES.....	7
4.1.	DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE.....	7
4.1.1.	<i>Projet de marché</i>	<i>7</i>
4.1.2.	<i>Autres pièces constitutives de l'offre.....</i>	<i>8</i>
5.	MODALITES DE REMISE DES PLIS	8
5.1.	DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	8
5.2.	ECHANGES DURANT LA PROCEDURE.....	8
5.3.	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	8
5.4.	MODALITES DE REMISE DES PLIS	9
5.4.1 :	PLIS ELECTRONIQUES	9
5.4.2 :	NOMMAGE DES FICHIERS ELECTRONIQUES.....	9
5.4.3 :	COPIE DE SAUVEGARDE	10
5.4.4 :	ANTIVIRUS	11

1. DESCRIPTION DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

Réalisation d'un Inventaire de Qualité Environnementale (IQE) conformément à la méthodologie proposée par UMS PATRIInat, portée par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN)

1.2. Objet du présent Règlement de la Consultation

Le présent document définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des plis ;
- les hypothèses à prendre en compte pour l'établissement des offres ;
- les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement.

1.3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué :

- du présent Règlement de la Consultation et ses annexes ;
- de l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes (RIB - EPF - Sous-traitance) ;
- du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Ces documents sont la propriété de l'État. Les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation du marché.

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Catégorie de marché

Le présent marché est un marché de Prestations Intellectuelles.

2.2. Allotissement

Les fournitures/prestations font l'objet d'un marché unique.

2.3. Code CPV

Code CPV n°71313000-5

2.4. Forme du marché

Le présent marché est un marché ordinaire.

2.5. Délai de validité des offres

Le délai de validité de l'offre du candidat est fixé à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.6. Prime

Le candidat consulté, ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, y compris pour la remise de son offre.

2.7. Protection du secret

Conformément aux dispositions de l'article 78 de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, le marché est qualifié de contrat non protégé.

2.8. Durée/délai d'exécution du marché

Les délais de livraison/d'exécution sont définis dans l'Acte d'Engagement.

2.9. Conditions contractuelles

Les conditions contractuelles applicables au marché et les clauses juridiques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) cité au paragraphe 1.3 du présent Règlement de la Consultation, ainsi que les prestations et les fournitures du marché.

2.10. CCAG applicable

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable pour l'exécution du marché est le CCAG Prestations Intellectuelles approuvé par arrêté du 16 septembre 2009. L'option retenue pour le régime des droits de propriété intellectuelle est l'option B de l'article 25 dudit CCAG.

2.11. Groupement d'entreprises (Cotraitance)

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, celui-ci pourra être solidaire ou conjoint avec solidarité du mandataire.

Le candidat ne pourra pas se présenter en qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement ou de candidat individuel.

2.12. Visite des lieux

Le candidat pourra demander à visiter le site de la BAN de Landivisiau afin de compléter son offre en disposant de tous les éléments nécessaires.

La visite se fera dans un créneau de 1/2 jours ouvré.

Ce créneau débutera à compter de la date de réception du Dossier de Consultation des Entreprises par le candidat, la date de l'accusé de réception faisant foi.

Le candidat contactera les personnes suivantes afin de prendre rendez-vous pour la visite :

Madame THUAUD Morgane chargée d'affaire à la cellule environnement du bureau de gestion technique du patrimoine

Tél : 02.98.14.86.40

Mél : morgane.thuaud@intradef.gouv.fr

2.13. Action d'Insertion Professionnelle

Sans objet.

2.14. Action d'insertion par la formation sous statut scolaire au bénéfice des jeunes en situation de décrochage scolaire

Sans objet.

2.15. Certificats d'économies d'Energie (CEE)

Sans objet.

3. MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1. Appréciation des offres

3.1.1. Critères de sélection des offres - Pondération

Les offres qui n'auront pas été éliminées au sens de l'article ci-dessus seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Critère n°1 en %	Critère 2 en %
VALEUR TECHNIQUE	PRIX
40	60

Critère valeur technique de l'offre :

Il est précisé que le critère valeur technique sera apprécié selon les critères énoncés au paragraphe Méthodologie d'attribution des notes -3.1.2 A du présent document en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

Critère du prix

Il est précisé que le critère "Prix" est apprécié en prenant comme référence le montant total figurant dans l'acte d'engagement.

3.1.2. Méthodologie d'attribution des notes

A- L'évaluation du critère technique se fera par la méthode suivante:

1- Evaluation de la valeur technique de l'offre:

Critère technique	Note
Description des moyens techniques pour la réalisation des inventaires	10
Qualifications des personnes désignées pour l'étude	10
Références récentes et similaires de la société	10
Formation à la méthodologie IPE/IQE du MNHM (oui, inscrit, à faire)	10

2- Attribution de la note:

Note = (Nombre de points de l'offre technique évaluée / Nombre de points de l'offre technique la meilleure) x (Coefficient de pondération).

B- L'évaluation du prix se fera par la méthode suivante:

Note = (Prix le plus bas / Prix de l'offre examinée) x (Coefficient de pondération).

3.2. Rectification de la décomposition de prix

En cas de contradiction dans l'offre d'un candidat :

- Les indications de prix portés dans la proposition prévaudront sur toutes autres indications de prix figurant dans l'offre ; la Simulation, s'il y a lieu, sera rectifiée en conséquence ;
- Les erreurs de report, de multiplication ou d'addition contenues dans l'AE Classement des offres.

L'examen des offres par le RPA donnera lieu à un classement selon les critères cités plus haut.

3.3. Attribution du marché

Le soumissionnaire dont l'offre arrivera en première position se verra attribuer le marché, sous réserve qu'il transmette, dans les délais impartis par la personne publique, les pièces demandées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 ET R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique. S'il ne satisfait pas à la présente obligation, le RPA écartera définitivement l'offre de ce candidat qui sera éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée en deuxième position sera sollicité par le RPA. Ce candidat sera soumis à la même obligation de produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Le Pouvoir Adjudicateur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur offre, par le biais de la messagerie de la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

4. CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES OFFRES

Le pli contient tous les documents et renseignements demandés au titre de l'offre.

L'ensemble des documents devra être impérativement rédigé en langue française. Si certains documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français.

4.1. Documents relatifs à l'offre

Il est précisé qu'aucune modification ou réserve ne doit être apposée sur les documents proposés par l'administration, sous peine d'entraîner le rejet de l'offre. Le cas échéant, les candidats formuleront leurs observations sur un document distinct sans que ces observations puissent remettre en cause les documents de la consultation. L'éventuelle acceptation de ses propositions sera prise en compte par une modification des documents de la consultation dans le cas d'une procédure négociée.

À l'appui de son offre, le candidat produira un dossier complet comprenant les pièces exigées ci-dessous.

4.1.1. *Projet de marché*

Le projet de marché comprend:

- un Acte d'Engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.

Cet Acte d'Engagement devra être accompagné de :

- o l'annexe RIB : à compléter et RIB à joindre
- o la proposition de prix

o Cet Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (DC4). Pour les sous-traitants désignés au marché, chaque candidat devra indiquer dans l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'article B4 de l'Acte d'Engagement.

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), Cahier joint à accepter sans aucune modification et ses annexes.

4.1.2. Autres pièces constitutives de l'offre

Un mémoire technique permettant d'analyser le critère technique ;

5. MODALITES DE REMISE DES PLIS

5.1. Date limite de réception des offres

Les offres devront parvenir à l'ESID de Brest avant le :

Voir la lettre de consultation

ATTENTION : Les plis parvenant après la date et l'heure limites seront refusés.

5.2. Echanges durant la procédure

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent exclusivement par voie électronique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées dans le formulaire DC1, feront fois pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site www.marches-publics.gouv.fr.

Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres ou le délai de remise des plis devra parvenir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur via PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) en repérant chaque question par un numéro d'ordre, et en précisant si nécessaire la nature du document, le chapitre, le n° de page... du texte concerné, au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les réponses aux questions seront adressées aux candidats en temps utile.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise des candidatures et des offres.

Les questions et les réponses de la personne publique, si elles intéressent l'ensemble des soumissionnaires, seront portées à leur connaissance sous forme écrite par mise en ligne sur la PLACE. Les candidats souhaitant être informés de ces échanges durant la consultation devront s'être identifiés sur la PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation.

5.3. Modifications de détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Dans le cas où seule la date limite de remise des offres est modifiée, le délai précité est ramené à trois (3) jours ouvrés.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

5.4. Modalités de remise des plis

5.4.1 : plis électroniques

Les opérateurs économiques devront :

- d'une part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

- d'autre part, dans le cas où ils seraient retenus comme titulaire du marché ou de l'accord-cadre, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique accessible sur le site legifrance.gouv.fr :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/4/12/ECOM1800780A/jo/texte>.

Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.achats.defense.gouv.fr.

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- L'Acte d'Engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse car la signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE. Il doit donc être signé séparément du reste de la réponse. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.

Nota 1 : Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Nota 2 : Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique signé, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE)

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 mentionné supra.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des offres doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

5.4.2 : Nommage des fichiers électroniques

Pour des raisons d'optimisation de la dématérialisation, les règles de nommage ci-dessous doivent être respectées par les candidats. Le type de pièce doit figurer au début du nom de fichier, il est ensuite suivi du numéro chronologique de marché (n° d'appel d'offre), et, enfin du nom de la société.

<Type de document><n° appel d'offre><nom de l'entreprise>

Chacun des items est séparé du suivant par un « underscore » de la touche 8 sur un clavier Azerty. Aucun accent ni de caractère spécial ne doit apparaître dans le nommage du fichier.

Exemples :

AE_AF1_259_entrepriseX

MTEC_AT3_5423_entrepriseZ

DC1_7813_entrepriseY

Kbis_1478_entrepriseW

CODIFICATION DES DOCUMENTS				
	Acte d'engagement	AE	Cahier des clauses particulières	CCP
	Acte de sous-traitance	ST	Cahier des clauses techniques particulières	CCTP
	Annexe de sécurité	AS	Décomposition du prix global et forfaitaire	DPGF
	Annexes financières	AF	Détail estimatif	DE
	Annexes techniques	AT	Etat des prix forfaitaires	EPF
	Bordereaux de prix unitaires	BPU	Mémoire technique	MTEC
	Clauses administratives communes	CA	Simulation	SIM
	Cahier des clauses administratives particulières	CCAP		

5.4.3 Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser, sur support physique électronique (clef USB par exemple), une copie de sauvegarde. Cette copie de sauvegarde est soumise aux règles applicables au dispositif "hors MPS" quant à son contenu, l'ensemble des documents de candidature et d'offre listés au titre du dispositif de réponse "hors MPS" doit être fourni.

Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Cette copie ne pourra être prise en compte que :

- Lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou "virus") est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple, les aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne sera pas utilisé. La copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature (ou l'offre) qui fait foi, au détriment du pli qui n'a pu être ouvert.

Le pli sera adressé à l'adresse postale ci-dessous :

BCRM de Brest – ÉSID de Brest
Division Investissement / SAF-Achats

CC 16
29240 Brest Cedex 09

Le pli contiendra une enveloppe intérieure dans laquelle sera insérée l'ensemble des documents et renseignements cités l'article 4 ci-dessus. Cette enveloppe portera la mention suivante :

**NE PAS OUVRIR
COPIE DE SAUVERGARDE**

"Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis"

BCRM de Brest – ÉSID de Brest
Division Investissement / SAF-Achats
CC 16
29240 Brest Cedex 09

Objet du marché :
Base aéronavale de Landivisiau
Indice de qualité écologique

Nom et adresse du candidat :

5.4.4 Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.